

« Le TTIP, un cheval de Troie pour des soins de santé de qualité accessibles à tous »



Les enjeux pour la santé

- Les impacts potentiels sur l'assurance maladie
- Les impacts potentiels sur l'accès aux médicaments
- Les impacts potentiels sur les politiques de prévention



BELGIQUE

- Dépenses moyennes de soins de santé: 10,9% PIB
- Couverture soins de santé 99% pop.
- Espérance de vie: 80,5 ans

USA

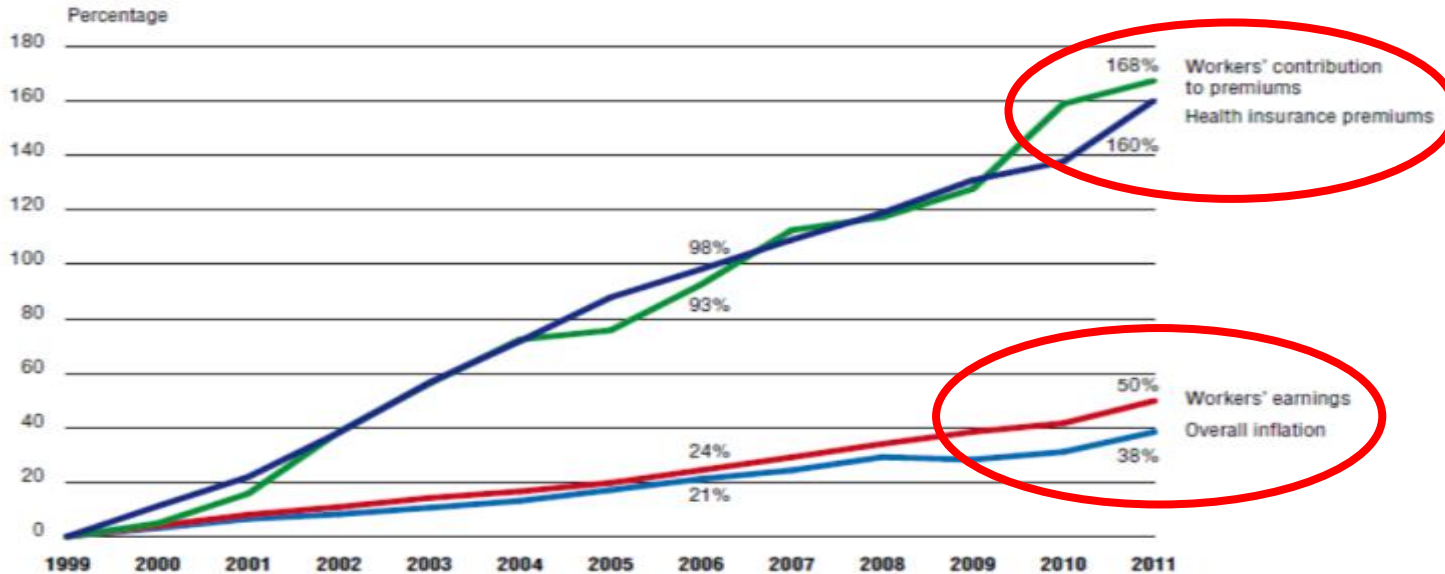
- Dépenses moyennes de soins de santé: 17,7% PIB
- Couverture soins de santé 85,5% pop.
- Espérance de vie: 78,7 ans

Assurance maladie et services de santé



Fig. 7.14

Cumulative increases in health insurance premiums, workers' contributions to premiums, inflation and workers' earnings, 1999–2011



Source: Kaiser Family Foundation, 2012c.

Progression des primes d'assurance aux USA vs progression des revenus

Le droit européen reconnaît les Services d'intérêt général (SIG)

- Importance capitale d'une assurance maladie obligatoire
- Rôle des mutualités dans la gestion/mise en œuvre de l'AMO et offre de services complémentaires
- Importance reconnue par le droit européen → exceptions aux règles du marché intérieur pour **les services publics et les SIG**
- Loi du 6 août 1990 sur les mutualités belges → non application des règles du marché



Services d'intérêt général

- L'Etat belge a précisé dans une loi relative aux **mutualités** (article 3, loi du 6 août 1990) que les services visés dans le cadre de :
 - L'exécution de l'assurance obligatoire
 - L'organisation de l'assurance complémentaire
 - L'octroi d'aide, d'information, de guidance et d'assistance en vue de promouvoir le bien-être physique, psychique et social

Constituent des services d'intérêt général

TTIP/CETA

- N'envisagent que les **services publics** (organisés et financés par l'Etat) et les **entreprises commerciales**
 - Ignorent **SIG** (3^{ème} pilier)
-
- les SIG qui ne sont pas organisés et financés par l'Etat seront soumis aux traités
=> en concurrence avec les entreprises commerciales
 - Les Etats pourront-ils encore organiser des monopoles/concessions de droits exclusifs ???
 - Réglementer/réserver l'accès au marché pour les SIG réalisés par les entreprises du non-marchand ???
-

Quel conséquence sur la qualité et l'accès aux services?

Ce que les mutualités belges demandent:

- L'exclusion des services de santé et de l'assurance maladie
- L'assurance du maintien des compétences des EM pour la sécurité sociale et l'organisation de l'assurance maladie.
- Les services exclus des règles du marché intérieur doivent être exclus du TTIP.
- Une approche sur base d'une liste positive.

Menaces TTIP

- **Restrictions relatives à la fixation des prix et au remboursement des médicaments**

→ plus difficile de prendre des mesures pour contrôler le coût des médicaments

- **Renforcement des droits de propriété intellectuelle**

→ allongement des périodes de monopole des médicaments de marque et ralentissement accès aux génériques
→ Médicaments plus coûteux

Most profitable industries 2012

	Industry	Return on revenue 2012
1	Pharmaceuticals	14.57%
2	Telecommunications	10.21%
3	Transportation	9.96%
4	Rubber/Rubber Products	9.33%
5	Construction	7.59%
6	Chemicals	6.01%
7	Food/Drinks/Tobacco	4.22%
8	Petroleum/Natural Gas	2.49%
9	Wholesale/Retail	0.90%
10	Electricity	0.83%
11	Metals	0.36%
12	Agriculture	0.28%
13	Electronics	0.01%
14	Diversified Holdings	-0.16%
15	Automobiles	-0.18%

Exemple du Lipitor

- en 2012 le brevet sur Lipitor® (atorvastatine), un régulateur du taux de cholestérol populaire, a expiré

→ diminution du prix public moyen de l'atorvastatine de près de 65 % : de 1,15 euro à 0,4 euro par dose

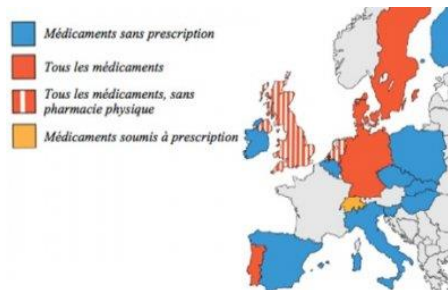
→ diminution de moitié des dépenses de l'assurance maladie pour l'atorvastatine entre 2011 et 2013 (de 33 à 15 millions d'€)



Menaces TTIP



- Industrie tente d'empêcher la transparence des essais cliniques
- Publicité directe pour les médicaments, sous prescription (permise aux USA/ interdite actuellement en Belgique)
- Vente par internet : Affaiblissement des règlements stricts
- Le TTIP pourrait devenir la norme mondiale pour les accords commerciaux
 - Les conséquences en termes d'accès aux médicaments ne se limitent pas à l'Europe
- Etat peut être poursuivi par les entreprises (RDIE ou ISDS)/(ICS)



Exemple : affaire Eli Lilly contre Canada

- La justice canadienne annule le brevet de la société Eli Lilly portant sur deux médicaments en raison de leur manque d'efficacité
- La société pharmaceutique Eli Lilly demande 500 millions \$ d'indemnités à charge du Canada, utilisant le mécanisme d'ISDS prévu par l'Accord de libre-échange de l'Atlantique Nord (ALENA) et tente, de cette manière, de faire modifier la décision des tribunaux suprêmes du Canada





- Vieillesse + impact croissant des affections chroniques
- politiques promotion santé et prévention = essentielles pour amélioration santé publique
- Les investisseurs pourraient attaquer politique de prévention des autorités nationales si risque d'impact négatif sur leurs résultats financiers
 - conséquences désastreuses sur la santé publique, mais également sur la pérennité financière des soins de santé

- Obstacles au commerce (tarifaires et non tarifaires)
- Listes négatives (TOUT sauf...)
- Mécanisme de coopération réglementaire
- ISDS

Le CETA et les « services publics »



Seule l'Allemagne a, dans les annexes II du CETA, pris des mesures pour protéger son système de sécurité sociale.

*« L'Allemagne se réserve le droit d'adopter ou de maintenir toute mesure relative à la prestation du **système de sécurité sociale de l'Allemagne**, en ce qui concerne les services qui peuvent être fournis par diverses entreprises ou entités sur une base commerciale et qui ne sont donc pas des « services dispensés dans l'exercice exclusif de l'autorité gouvernementale ». L'Allemagne se réserve le droit d'accorder un traitement plus avantageux dans le cadre d'un accord commercial bilatéral en ce qui a trait à la prestation de services de santé et de services sociaux. »*

7 revendications essentielles



- Une **transparence** absolue des négociations et une plus grande implication des citoyens
- **L'exclusion des services de santé et de l'assurance maladie**
- Des dispositions sur les **produits pharmaceutiques** dans l'intérêt du patient
- Des droits de **propriété intellectuelle** qui préservent l'accès à des traitements de qualité
- La garantie du respect des politiques de **promotion de la santé et de prévention**
- L'exclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats (**ISDS-ICS**)
- La réouverture des négociations du **CETA**

Historique du GMT



- Le vote des parlementaires européens belges

		octobre 2012	mai 2013	avril 2014
Marianne Thyssen	CD&V	pour	absent	absent
Jean-Luc Dehaene	CD&V	absent	absent	absent
Ivo Belet	CD&V	absent	pour	pour
Anne Delvaux	cdH	pour	pour	pour
Mathieu Grosch	CSP	pour	pour	pour
Guy Verhofstadt	Open VLD	pour	absent	pour
Philippe De Backer	Open VLD	pour	pour	pour
Annemie Neyts-Uyttebroeck	Open VLD	pour	pour	pour
Dirk Sterckx	Open VLD	pour	pour	pour
Frédérique Ries	MR	pour	pour	pour
Louis Michel	MR	pour	pour	pour
Saïd El Khadraoui	sp.a	pour	absent	pour
Kathleen van Brempt	sp.a	pour	pour	pour
Frédéric Daerden	PS	absent	contre	pour
Véronique De Keyser	PS	pour	absent	pour
Marc Tarabella	PS	pour	contre	contre
Bart Staes	Groen	contre	contre	contre
Isabelle Durant	Ecolo	absent	contre	contre
Philippe Lamberts	Ecolo	contre	absent	contre
Mark Demesmaeker	NVA	pour	pour	pour
Derk Jan Eppink	Lijst De Decker	pour	absent	pour
Franck Vanhecke	Vlaams Belang	pour	absent	pour
Philip Claeys	Vlaams Belang	pour	contre	contre

pour contre absent

Octobre 2012 :
résolution sur les relations commerciales et économiques avec les USA

Mai 2013 :
vote pour accorder le mandat à la Commission

Avril 2014 : Vote pour la création d'un ISDS pour le GMT

Les votes des Belges au PE

sur la résolution TTIP de juillet 2015



Philippe De Backer (Open VLD)				
Hilde Vautmans (Open VLD)				
Guy Verhofstadt (Open VLD)				
Gérard Deprez (MR)				
Louis Michel (MR)				
Frédérique Ries (MR)				
Mark Demesmaeker (N-VA)				
Sander Loones (N-VA)				
Helga Stevens (N-VA)				
Anneleen Van Bossuyt (N-VA)				
Ivo Belet (CD&V)				
Tom Vandenkendelaere (CD&V)				
Gerolf Annemans (Vlaams Belang)				
Claude Rolin (CDH)				
Pascal Arimont (CSP)				
Marie Arena (PS)				
Hugues Bayet (PS)				
Marc Tarabella (PS)				
Kathleen Van Brempt (SP.a)				
Bart Staes (Groen)				
Philippe Lamberts (Ecolo)				
	Pour	Contre	Absent	Abstention

Dates essentielles TTIP - CETA



- **Juin 2016** : transmission formelle du **CETA** de la Commission aux Etats Membres
- **Juillet 2016** : cycle de négociation du **TTIP** à Bruxelles
- **22-23 septembre** : Vote au Conseil concernant la signature par l'UE (Bratislava)
 - **Préparé en « Coreper » à Bruxelles le 21 septembre**
- **Autour du 17 octobre 2016** : signature **CETA** (à Bruxelles?) par l'UE, le Canada et (si mixte) chacun des 28 Etats membres (en Belgique : délégations de pouvoir!)
- **Début 2017** : Parlement européen

Autres moments « belges » importants



- Résolutions parlementaires
 - Résolution du **Parlement wallon** en préparation en commission (vote reporté) sur CETA, dans deux semaines en plénière? ;
 - Résolution du Parlement flamand voté le 13/04 sur le TTIP (en faveur) ;
 - Résolution du Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles sur CETA bientôt ;
- Déjà votées :
 - résolutions TTIP à Bruxelles, Wallonie, Fédéral
 - D'autres à venir ? Sur TTIP, TISA, CETA? Si nous le demandons.